



La montée du FN ne doit pas nous laisser sans voie...

Un parti dont l'approche est fondée sur l'inégalité, en fonction des nationalités, des origines, des religions, des couleurs ou des sexes, ne peut être considéré comme démocratique. Le FN ne peut être considéré comme démocratique ! Il représente des idées abjectes que nous combattons depuis toujours avec force et conviction. Dans les collectivités qu'il dirige, le FN s'attaque à la culture, aux associations, aux droits des femmes et casse le lien social. Il menace les libertés durement conquises par les travailleurs, la liberté d'expression au travail comme dans la société, la liberté de mobilisation et d'organisation. Le Front National doit être mis partout en échec sur ses prétentions électorales et ses objectifs politiques et sociaux.

Il ne suffit manifestement pas de réaffirmer cette position pour combattre ces idées il faut aussi essayer de comprendre comment nous avons pu en arriver à ce que ce parti récolte plus de 6 millions de voix !

Une première hypothèse peut-être, l'abstention et surtout celle des jeunes, qui doit plus particulièrement nous interroger : s'ils ne votent pas, ce n'est pas foncièrement par manque de civisme mais surtout parce qu'ils ne se reconnaissent dans aucun parti ! Force est de constater que le vote « utile » est également vidé de son sens par les élus qui pourraient faire valoir comme un plébiscite ce qui n'est qu'un vote contre.

De nombreuses causes à la montée de l'extrême droite peuvent être invoquées comme le jeu des différents partis au pouvoir qui prônent une politique sécuritaire tendant par là même à banaliser le discours du FN (pour preuve l'Etat d'urgence et les différentes dérives que nous pouvons déjà constater) mais aussi le manque d'exemplarité des politiques et les différentes affaires qui font régulièrement la Une ou encore plus globalement le sentiment légitime d'une perte de souveraineté populaire au profit d'une technocratie politique et financière. Cette élection avec le découpage des nouvelles régions tend encore une fois à ce que les centres de décisions s'éloignent de plus en plus des citoyens et de leur quotidien...

Mais la principale cause est très certainement la crise démocratique et sociale que nous traversons, avec un taux de chômage et une précarité qui atteignent des niveaux inégalés et qui sont les conséquences des politiques libérales et d'austérité.

La responsabilité du pouvoir en place est, dans ce cadre, prépondérante. L'espoir soulevé par l'élection d'un président socialiste n'a pour l'instant pas abouti à une « inversion de la courbe du chômage », à une revalorisation salariale ou à une augmentation du pouvoir d'achat.

L'« ennemi de la finance » et ses gouvernements successifs n'ont fait que poursuivre les politiques libérales pourtant fortement décriées du président précédent. Les salariés français souffrent de la mise en place du CICE, de la déconstruction du code du travail, de la poursuite du démantèlement des Services Publics. Cette politique contraire au mandat donné au chef de l'État n'a pu que renforcer le sentiment de désespérance des citoyens qui se tournent aujourd'hui, au mépris des leçons de l'histoire, vers un FN qui sait masquer aujourd'hui le fond de sa pensée.

Doit-on pour relancer l'emploi, poursuivre une politique d'allègement des contributions des entreprises ? Doit-on pour cela continuer d'asphyxier les services publics et ses agents ? L'échec du CICE pour la relance de l'activité dans notre pays, la baisse des dotations aux collectivités territoriales, le gel du point d'indice dans la fonction publique sont autant d'indicateurs contraires à cette politique. Doit-on continuer de déconstruire le code du travail ? La dernière loi Macron (travail du dimanche, minoration des indemnités de licenciement et du rôle des prud'hommes, ...) n'a pas eu plus d'effet sur la courbe du chômage que les mesures précédentes mais à par contre favorisé la précarisation du salariat.

Les salariés, les précaires et les chômeurs de ce pays attendent forcément des réponses à la hauteur de leurs inquiétudes et de leurs souffrances. La FSU et la CGT continuent de croire que l'État doit se donner les moyens de ses ambitions en menant, comme le candidat Hollande s'y était engagé, une véritable réforme fiscale. La protection des salariés ne doit pas être démantelée mais renforcée. Les Services Publics doivent rester une priorité de la nation car ils sont la richesse de ceux qui n'ont rien. Pour cela, ils doivent rester hors du champ concurrentiel pour qu'ils continuent de répondre à l'intérêt général.

C'est à ce prix que la reconquête d'un électorat républicain se fera dans notre pays. Tous ceux qui voudraient nous faire croire qu'il faut voter « utile » pour répondre à la montée du FN et qui par la même occasion encouragent sa montée, jouent un jeu dangereux pour la France et les Français. Ce positionnement n'est qu'une vision électoraliste à court terme motivée par la seule échéance de la prochaine élection présidentielle. Ce n'est pas ce que les travailleurs de ce pays attendent : ils veulent être rassurés sur leur avenir à moyen ou long terme !

Contacts :

Stéphane PICOUT (FSU) 06 09 34 27 62 ou 05 55 41 16 32
Catherine BALY (CGT) 06 61 76 62 97 ou 05 55 52 06 46